

# District de Provence: le président contre-attaque

**INTERVIEW** Accusé de harcèlement moral, Erick Schneider se défend



Erick Schneider (à gauche), l'actuel président du District de Provence de football, ici avec son avocat, M<sup>r</sup> Victor Gioia, au siège marseillais du District. /PHOTO D.T.

**I Vous êtes accusé de harcèlement moral. Une enquête de l'inspection du travail est en cours. Plusieurs membres du District ont été entendus par la police. Que répondez-vous ?**

J'ai été manager chez Fedex pendant 32 ans. Quand je suis arrivé au District, j'ai demandé qu'on m'apporte les bilans. J'ai découvert un état financier catastrophique. On a perdu un million d'euros de fonds propres en huit ans. La masse salariale a été augmentée considérablement par l'ancien président. Elle est annuellement de l'ordre de 600 000 euros pour 12 salariés. Le personnel a été augmenté de 43 000 euros sur la seule dernière année de mon prédécesseur. On a fait des simulations : si on continuait comme ça, on allait dans le mur, on se retrouvait en cessation de paiement, sous tutelle dans deux ans.

**I Vous avez donc proposé à votre personnel de réduire les salaires de 500 euros par mois ?**

Je leur ai demandé de faire un effort. Je leur ai demandé de baisser leurs salaires en contrepartie de quoi leurs horaires seraient bien sûr revus aussi à la baisse. On a reçu un par un tous les salariés. À certains, c'est vrai, j'ai dit : "Il va falloir se remettre au travail". À mes techniciens salariés, j'ai demandé de me faire un état précis de leurs rendez-vous dans les clubs. Je veux savoir ce qu'ils font, où ils sont et qui ils voient. Et moi, de mon côté, je leur ai promis quelque chose : je vais m'engager à baisser tous les coûts.

**I C'est-à-dire ?**

J'ai renégocié tous les contrats du District pour faire des économies : de l'alarme à la clim' en passant par les espaces verts, la facture de nettoyage, les téléphones mobiles ou les photocopieurs. On a pu ainsi gagner sur tous les postes de dépenses. J'ai même réussi à gagner sur les emprunts bancaires.

**I Sur le harcèlement moral qui vous est précisément reproché, que répondez-vous ?**

Les salariés sont des enfants gâtés. Je leur ai dit : "Vous avez des salaires de ministres, au

sens figuré". Ils n'ont pas la réalité de la vie à l'extérieur au fond des yeux. Depuis, certains ne m'adressent plus la parole. Ils bouderont. Ils ont refusé de baisser leurs salaires. Ils sont allés voir l'inspection du travail. Quoi qu'il arrive, il faut qu'on trouve des solutions. Aujourd'hui, j'ai trois salarés en arrêt maladie, deux qui se disent victimes de harcèlement et un en burn-out. Il aurait été tellement plus facile pour moi de laisser pourrir la situation et de faire semblant que l'on découvre l'état de la situation financière au bout de mon mandat de quatre ans.

**I Les accusations de propos homophobes qui sont portées contre vous par un arbitre sont-elles fondées ?**

Je les conteste avec force. Ce sont des propos calomnieux. Mon avocat, M<sup>r</sup> Victor Gioia, va d'ailleurs déposer une plainte en ce sens. Je n'ai manqué de respect à personne. L'inspection du travail est incapable de nous dire qui a dit quoi et à quelle date. Nous n'avons pas encore pu avoir accès au dossier. On n'a pas eu de contradictoire. J'ai seulement demandé à un de mes ar-

bitres de démissionner de la commission de discipline à laquelle il participait pour une raison de conflit d'intérêts.

**I Vous avez découvert d'autres choses lors de l'audit que vous avez mis en place ?**

Oui, on est confronté à un prêt de 300 000 euros du Crédit agricole. On ne sait pas qui l'a contracté ni à quoi ça a servi.

**I Vous avez aussi installé une pointeuse ?**

Oui mais pas pour contrôler le personnel. J'ai fait ça car le logiciel me permet d'avoir une vue de tout le monde.

**I Quid de l'avenir du District ?**

Le District est une structure qui fait jouer 22 000 gosses tous les week-ends. Il est impossible de tout le monde portant que tout le monde joue ensemble et fasse équipe. Si demain, on met la clé sous la porte, ce sont les enfants qui seront pénalisés. Dans une ville qui se dégrade, on n'a pas besoin de cela. Ce qui m'intéresse, c'est l'avenir du foot amateur en Provence et de ses 43 000 licenciés, dont 22 000 enfants.

Denis TROSSERO

## Des voix dissonantes

Loin du discours tenu par le président, des voix dissonantes se font entendre. Un membre d'une commission du District affirme que le schéma décrit par Erick Schneider est "faux". "Les gens ont toujours travaillé ici. Il n'a pas du tout une saine vision des choses. C'est quelqu'un qui ne respecte pas sa parole. Il pense toujours détenir la vérité. On a la boule au ventre quand on va travailler. Et ça, ça n'est pas normal. Il a viré des bénévoles qui étaient là depuis quinze ans." "Quant à l'état des finances, rectifie cette source, personne, à aucun moment, n'a soutenu qu'il y avait danger pour le District". Un autre explique quant à lui que le fameux prêt de 300 000 euros n'aurait jamais été contracté : "C'était seulement un projet d'aménagement des locaux qui est resté à l'état de projet." D.T.